

HOOFDSTUK II

Recrutering op basis van een examen uitsluitend toegankelijk voor het in dienst zijnde personeel

Art. 6. Er wordt een bekwaamheidsexamen voor toegang tot de graad producer georganiseerd, toegankelijk voor :

1° de personeelsleden die op de datum van de afsluiting van de inschrijving voor het examen bij de RTBF sedert ten minste vier jaar benoemd zijn in een kaderbetrekking;

2° de animators-presentators die hun functie sinds 6 januari 1986 uitoefenen in het contractueel stelsel met voltijdse prestaties of met deeltijdse prestaties die ten minste de helft van het stelsel met voltijdse prestaties bedragen.

Art. 7. De raad van beheer stelt het examenprogramma vast.

De examens worden georganiseerd door de administrateur-generaal, conform de algemene regels die van toepassing zijn op de examens en vergelijkende examens georganiseerd door de RTBF.

De kandidaten die het vereiste minimum aantal punten behalen, zijn voor het examen geslaagd.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Onderhavig besluit sorteert effect per 1 januari 1989.

Art. 9. Het lid van de Executieve bevoegd voor het Omroepbeleid, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 december 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

F. 91 — 890

24 DECEMBRE 1990

**Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif au recrutement au grade d'aide à la Radio-Télévision belge de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 96;

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu le protocole du Comité de négociation de la RTBF du 28 novembre 1990;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant la Fonction publique dans ses attributions, en date du 5 décembre 1990;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions en date du 5 décembre 1990;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique en date du 5 décembre 1990;

Vu l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait qu'il convient d'adopter les dispositions du présent arrêté dans les délais les plus brefs, ainsi qu'il en a été convenu entre la délégation de l'autorité et celle des organisations syndicales lors de la réunion du Comité de négociation de la RTBF du 28 novembre 1990;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication.

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 10 décembre 1990,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Du recrutement par épreuve spéciale d'admission*

Article Ier. Les grades correspondant aux emplois d'aide vacants à la date à laquelle sera lancée l'épreuve de recrutement visée à l'article 2 ou qui le deviendront pendant la période de validité de cette épreuve, sont conférés conformément au présent arrêté.

Art. 2. Pour les grades de recrutement correspondant aux emplois d'aide, une épreuve spéciale d'admission est organisée par la Radio-Télévision belge de la Communauté française à l'intention :

1° des personnes bénéficiaires d'un droit de priorité en vertu des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947;

2° des personnes bénéficiaires de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement dans les services publics de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle des charbonnages;

3° des personnes bénéficiaires des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964;

4° des personnes bénéficiaires de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement;

5° des personnes bénéficiaires de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées;

6° des membres du personnel qui exerçaient à la date du 6 janvier 1986, sous régime contractuel à prestations complètes, une fonction de niveau 4;

7° des membres du personnel reconnus par le Fonds national de Reclassement Social des Handicapés engagés à la date du 1er janvier 1989, sous régime contractuel à prestations complètes.

Art. 3. § 1er. Les épreuves prévues à l'article 2 sont organisées sous la forme :

a) d'une épreuve de vérification d'aptitude conforme au statut du personnel pour les membres du personnel visés à l'article 2, 4° et 5°;

b) d'un concours de recrutement conforme au statut du personnel pour les candidats visés à l'article 2, 1°, 2° et 3°.

§ 2. Le conseil d'administration fixe le programme des épreuves.

Les épreuves sont organisées par l'administrateur général, en conformité avec les règles générales qui régissent les examens et concours de l'Institut.

Les candidats qui ont obtenu le minimum des points requis sont déclarés admissibles.

Art. 4. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, est considéré comme emploi sous régime contractuel à prestations complètes, tout emploi impliquant des services continus rendus à l'Institut au cours de la période immédiatement antérieure à la nomination et rémunérés directement par lui pour autant :

a) que ces services aient été rendus sous le régime du contrat de travail ou, quelle que soit la qualification donnée au contrat, dans les conditions de subordination semblables à celles imposées à des membres du personnel régis par des contrats de travail;

b) que ces services aient comporté au moins 200 jours de prestations étalés sur 10 mois au moins d'une période d'un an ou aient été rémunérés directement par l'Institut, au cours de la même période, à raison d'au moins 80 % en moyenne de la rémunération minimum prévue à l'échelle barémique d'un grade de rang équivalent.

Sont réputés continus, les services qui n'ont pas été interrompus pendant plus de deux mois sauf pour des motifs prévus par les règlements généraux.

Une suspension de contrat constitue une interruption de service, sauf si le Conseil d'Administration de l'Institut, par décision motivée dans chaque cas, en décide autrement.

§ 2. Pourront néanmoins être considérés comme ayant occupé un emploi contractuel à prestations complètes, les membres du personnel sous régime contractuel qui exerçaient au 6 janvier 1986 un tel emploi à temps partiel pour des raisons sociales et familiales que le Comité Permanent du Conseil d'Administration reconnaît, dans chaque cas, par une décision motivée.

Art. 5. § 1er. Tous les services définis à l'article 4, § 1er, rendus par les agents nommés en exécution du présent arrêté, sont pris en considération pour l'ancienneté de service et de traitement.

§ 2. Pour les agents bénéficiaires de l'article 4, § 2, les services effectivement accomplis sont pris en considération tant pour l'ancienneté pécuniaire que pour l'ancienneté de service.

§ 3. Si l'agent nommé en exécution du présent arrêté n'obtient pas, dans sa nouvelle échelle, un traitement au moins égal à celui dont il bénéficiait au moment de sa nomination, ce dernier traitement lui est garanti jusqu'au moment où, dans sa nouvelle échelle, il obtient un traitement au moins égal au traitement garanti.

CHAPITRE II. — *Du recrutement par épreuve réservée aux membres du personnel en fonction.*

Art. 6. Un concours de recrutement donnant accès au grade d'aide sera organisé à l'intention des membres du personnel qui exercent une fonction de niveau 4 depuis le 30 septembre 1988, sous régime contractuel à prestations complètes ou à temps partiel équivalent au moins à la moitié du régime à prestations complètes.

Art. 7. Le Conseil d'Administration fixe le programme des épreuves.

Les épreuves sont organisées par l'Administrateur général, en conformité avec les règles générales qui régissent les examens et concours de l'Institut.

Les candidats qui ont obtenu le minimum de points requis sont déclarés lauréats.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1989.

Art. 9. Le membre de l'Exécutif qui a la Radiodiffusion et la Télévision dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 décembre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEUX

—
VERTALING

N. 91 — 890

24 DECEMBER 1990

Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
inzake de recrutering in de graad helper bij de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap (RTBF)

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet op de hervorming van de Instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid artikel 96;

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van het overlegcomité van de RTBF van 28 november 1990;

Gelet op de instemming dd. 5 december 1990 van de Minister-Voorzitter, bevoegd voor Openbaar Ambt;

Gelet op de instemming dd. 5 december 1990 van de Minister-Voorzitter bevoegd inzake Begroting;

Gelet op de instemming dd. 5 december 1990 van de Minister van Openbaar Ambt;

Gelet op artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de urgentie, inzonderheid gemotiveerd door de noodzaak de bepalingen van onderhavig besluit onverwijld goed te keuren zoals tussen de afvaardiging van de overheid en die van de vakverenigingen werd overeengekomen tijdens de vergadering van het overlegcomité van de RTBF op 28 november 1990;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap, na beraadslaging van 10 december 1990 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Recrutering op basis van een bijzonder toegangsexamen*

Artikel 1. De graden die overeenstemmen met de betrekkingen van helper vacant op de datum van het bekendmaken van het recruiteringsexamen bedoeld in artikel 2 of die vacant zullen worden tijdens de geldigheidsduur van dat examen, worden toegewezen conform dit besluit.

Art. 2. Voor de recruiteringsgraden die overeenstemmen met de betrekkingen helper, wordt door de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap een bijzonder toegangsexamen georganiseerd voor :

1° de personen die een recht van voorrang hebben krachtens de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947;

2° de personen die onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967 waarbij in openbare diensten de recruitering of indienstneming wordt vergemakkelijkt van personen die werden ontslagen ingevolge de volledige of gedeeltelijke sluiting van steenkoolmijnen;

3° de personen die onder de toepassing vallen van de wetten op het personeel van Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964;

4° de personen die onder de toepassing vallen van de wet van 26 maart 1968 waarbij in openbare diensten de recruitering wordt vergemakkelijkt van personen die bij de coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd;

5° de personen die onder de toepassing vallen van de wet van 13 juli 1976 met betrekking tot het personeelsbestand van officieren en de personeelsstatuten van de strijdkrachten;

6° de personeelsleden die op 6 januari 1986 in het contractueel stelsel volledige prestaties uitoefenden in een functie van niveau 4;

7° de personeelsleden erkend door het Rijksfonds voor Sociale Reclassering van de Minder-validen die op 1 januari 1989 in dienst werden genomen in het contractueel stelsel met voltijdse prestaties;

Art. 3. § 1. De in artikel 2 bedoelde examens worden georganiseerd in de vorm van :

a) een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid conform het statuut van het personeel, voor de personeelsleden bedoeld in artikel 2, 4° en 5°

b) een vergelijkend examen, conform het statuut van het personeel, voor de kandidaten bedoeld in artikel 2, 1°, 2° en 3°

§ 2. De raad van beheer stelt het examenprogramma vast.

De examens worden georganiseerd door de administrateur generaal, conform de algemene reglementering die van toepassing is op de examens en vergelijkende examens georganiseerd door de RTBF.

De kandidaten die het minimum vereist aantal punten bekomen, kunnen in de bewuste graad worden benoemd.

Art. 4. § 1. Elke betrekking met doorlopende prestaties die bij het Instituut werden geleverd tijdens de periode die de benoeming onmiddellijk voorafgaat en rechtstreeks door het Instituut werden bezoldigd, wordt beschouwd als een betrekking in het contractueel stelsel met volledige prestaties waarop onderhavig besluit van toepassing is, voor zover :

a) die diensten werden gepresteerd in het stelsel van de arbeidsovereenkomst of, ongeacht de aan de overeenkomst gegeven kwalificatie, in ondergeschikte voorwaarden zoals die welke worden opgelegd aan de personeelsleden op wie arbeidsovereenkomsten van toepassing zijn;

b) die diensten ten minste 200 gepresteerde dagen tellen, gespreid over 10 maanden van een periode van één jaar of rechtstreeks werden bezoldigd door het Instituut tijdens diezelfde periode, naar rata van een gemiddelde van ten minste 80 % van de minimum-bezoldiging vastgesteld voor de weddeschaal van een graad in een gelijkwaardige rang.

Als doorlopende prestaties worden beschouwd die welke niet werden onderbroken gedurende meer dan twee maanden, behoudens om redenen vermeld in de algemene reglementen.

Een opschorting van de overeenkomst wordt beschouwd als een onderbreking van de dienst, tenzij de raad van beheer van het instituut, met een per geval gemotiveerde beslissing, er anders over beslist.

§ 2. De personeelsleden in het contractueel stelsel die op 6 januari 1986 een dergelijke betrekking deeltijds uitoefenden om sociale of familiale redenen door de Vaste Commissie/Raad van Beheer bij gemotiveerde beslissing per geval erkend, kunnen evenwel worden beschouwd als personeelsleden die een contractuele betrekking met volledige prestaties hebben uitgeoefend.

Art. 5. § 1. Alle in artikel 4, § 1 vermelde diensten gepresteerd door personeelsleden benoemd in uitvoering van onderhavig besluit, worden in aanmerking genomen voor de vaststelling van de dienstanciënniteit en de wedde.

§ 2. Voor de personeelsleden op wie artikel 4, § 2 van toepassing is, worden de effectief gepresteerde diensten in aanmerking genomen zowel voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit als voor de vaststelling van de dienstanciënniteit.

§ 3. Indien het personeelslid benoemd, in uitvoering van onderhavig besluit, in zijn nieuwe schaal een bezoldiging ontvangt die lager is dan die welke hij bij zijn benoeming ontving, behoudt hij die laatste bezoldiging tot hij, in zijn nieuwe schaal, een bezoldiging bekomt die ten minste even hoog is als de gewaarborgde bezoldiging.

HOOFDSTUK II. — *Recrutering op basis van een examen uitsluitend toegankelijk voor het in dienst zijnde personeel*

Art. 6. Er wordt een vergelijkend examen georganiseerd voor toegang tot de graad helper dat uitsluitend toegankelijk is voor personeelsleden die sinds 30 september 1988 een functie uitoefenen van niveau 4 in het contractueel stelsel met voltijdse prestaties of deeltijdse prestaties die ten minste de helft van het stelsel met voltijdse prestaties bedragen.

Art. 7. De raad van beheer stelt het examenprogramma vast.

De examens worden georganiseerd door de administrateur-generaal, conform de algemene reglementering die van toepassing is op de examens en vergelijkende examens georganiseerd door de RTBF.

De kandidaten die het vereiste minimum aantal punten behalen, zijn voor het examen geslaagd.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen.*

Art. 8. Onderhavig besluit sorteert effect per 1 januari 1989.

Art. 9. Het lid van de Executieve bevoegd voor het Omroepbeleid, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 december 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 891

7 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les modalités d'octroi d'avances récupérables à la Société régionale wallonne du logement pour l'aménagement de logements sociaux inoccupables, pour la rénovation énergétique de logements sociaux, pour la construction de logements sociaux pour personnes handicapées et pour la construction ou la rénovation lourde de logements sociaux dans des zones à revitaliser

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du logement, notamment l'article 33;

Vu le décret du 21 décembre 1989 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1990;

Vu le décret du 26 juillet 1990 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 décembre 1990;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 novembre 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la Société régionale wallonne du logement et les sociétés agréées par elle, doivent être mises, sans délai, en mesure d'assurer leur objet dans le cadre du Programme-Plus par la disposition des crédits inscrits en leur faveur au Budget régional;

Considérant que tout retard dans la libération de ces crédits entraînerait un report dans l'exécution du programme réservé aux sociétés bénéficiaires de l'intervention de la Région, et par là, de la mise à disposition des logements;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions;

2^o aménagement de logements sociaux inoccupables, les travaux destinés à permettre un usage rationnel et fonctionnel des logements, notamment par la mise en place de nouveaux équipements ou dépendances, l'aménagement des abords ou la mise en œuvre de travaux de finition des logements qui n'ont jamais été occupés;